

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 St Etienne
ud-lhl.dreal-auvergne-rhone-alpes@developpement-
durable.gouv.fr

St Etienne, le 12/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SFTS

Z.I. LES CHAUX
42450 Sury-Le-Comtal

Références : UiD4243-EAR-025-367
Code AIOT : 0006103509

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2025 dans l'établissement SFTS implanté Z.I. LES CHAUX 42450 Sury-le-Comtal. L'inspection a été annoncée le 30/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection rentre dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SFTS
- Z.I. LES CHAUX 42450 Sury-le-Comtal
- Code AIOT : 0006103509
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SFTS est spécialisée dans le traitement de surfaces "à façon".

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 25/07/2024, article 2.2.1	Demande d'action corrective	6 mois
5	Surveillance des eaux souterraines - Conception du réseau	Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article 10.1.1	Demande d'action corrective	3 mois
6	Surveillance des eaux souterraines - Analyses	Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article 10.1.4	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prélèvements	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 21	Sans objet
3	Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	Sans objet
4	Moyens de lutte incendie – entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a principalement permis de mettre en évidence que :

- l'exploitant a mené un travail important pour assurer un suivi précis des consommations spécifiques de son installation, elles respectent la valeur seuil de 8 l/m²/FDR,

- l'exploitant est vigilant pour ce qui concerne le respect des valeurs limites d'émission des rejets aqueux. Il prévoit la mise en place de résines de finition supplémentaires,
- l'étude hydrogéologique existante nécessite d'être mise à jour afin de renforcer le réseau de surveillance des eaux souterraines en place. L'étude réactualisée sera transmise pour avis à l'inspection avant la réalisation du ou des nouveaux ouvrages de prélèvement,
- des actions correctives ont été réalisées pour lever des non-conformités relevées lors des précédentes inspections (commandes des désenfumages, renforcement des analyses sur les rejets aqueux,...).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2024, article 2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émission
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduelles de l'atelier de traitement de surface dans le milieu considéré (point de rejet n°1EI), les valeurs limites en concentration et flux de son arrêté du 25/07/24.</p> <p>Tableau non reproduit</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats d'autosurveillance entre le mois de novembre 2024 (mois de la dernière inspection) et le mois d'octobre 2025 (date de la dernière saisie sur GIDAF) montrent des dépassements des valeurs limites d'émission pour les paramètres : Zn, Cu et Ni. Les contrôles externes de recalage ne sont pas saisis sur Gidaf. Les résultats ci-dessous se basent donc uniquement sur les analyses d'autosurveillance réalisées par l'exploitant.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cu : dépassement du flux journalier moyen mensuel en mars, mai et juin (flux max mesuré 16,9 g/j, VLE : 15 g/j), respect des VLE en concentration et flux journalier, • Zn : 8 mois de dépassement du flux journalier moyen mensuel (flux max mesuré 28,8 g/j, VLE : 25 g/j), respect des VLE en concentration et flux journalier, • Ni : dépassement du flux journalier moyen mensuel en février (flux max mesuré 21,2 g/j, VLE : 20 g/j), respect des VLE en concentration et flux journalier. <p>Pour tous les autres paramètres, l'extraction Gidaf montre l'absence de dépassement.</p> <p>Depuis la dernière visite d'inspection de novembre 2024, et pour donner suite à la non-conformité relevée, l'exploitant a mené les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • comparaison renforcée des analyses d'autosurveillance depuis novembre 2024 à une fréquence hebdomadaire. <p>L'exploitant a présenté un tableau de comparaison des résultats des analyses réalisées par SFTS à celles réalisées par le laboratoire extérieur sur la période février – juin 2025. Il ne permet pas d'identifier de manière fiable si l'autosurveillance majeure de manière systématique ou non les résultats. Les résultats sont incohérents. Pour autant, il est notable que les analyses réalisées par SFTS semblent majorantes pour le zinc, et également pour le cuivre mais de manière moins marquée et sans identifier un taux de proportionnalité constant.</p>

L'exploitant a indiqué vouloir changer de laboratoire à partir de janvier 2026.

- achat de trois nouvelles résines en vue de l'amélioration des traitements de finition de la station d'épuration, et création d'une plateforme pour les mettre en place. L'exploitant n'a pas été en capacité d'indiquer sous quel délai il sera en mesure de mettre en service ces nouveaux dispositifs épuratoires .

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non-conformité : Des dépassements de la valeur limite d'émission en flux moyen mensuel journalier sont observés pour les paramètres Cu, Zn et Ni.

Il est attendu sous un délai de 6 mois, la mise en place des résines additionnelles. L'exploitant transmettra à l'inspection un bilan sur l'amélioration de la qualité des effluents suite à leur mise en place après une période d'observation de 6 mois.

Il est attendu sous un délai de 2 mois, la saisie sur Gidaf des contrôles externes de recalage pour les deux années 2024 et 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 2 : Prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 21

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des consommations / Rejet spécifique

Prescription contrôlée :

« L'exploitant calcule une fois par an le rejet spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées le mode de calcul du rejet spécifique, le résultat et les éléments justificatifs de ce calcul. Par défaut et à la demande de l'exploitant, le rejet spécifique peut être assimilé à la consommation spécifique, c'est-à-dire à la consommation d'eau liée à l'activité de traitement de surface. »

Constats :

L'exploitant a été en mesure de présenter une nouvelle méthode de calcul basée sur les relevés mensuels des compteurs des lignes, le nombre de "barres" traitées chaque mois (obtenu à partir d'un relevé sur l'automate), les surfaces à traiter.

Le calcul de la consommation spécifique est effectué ligne par ligne. Elle intègre les eaux de rinçage, les eaux de remplissage/vidange des cuves de traitement, les éluâts... .

Pour affiner le calcul, il reste augmenter la base de données des surfaces des barres utilisées pour l'ensemble des chaînes de traitement.

Les résultats présentés montrent que la valeur seuil de 8 l/m²/FDR est respectée pour l'ensemble de l'usine et que le taux de recyclage des eaux est supérieur à 35%.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : II.-Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs sont adaptés aux risques particuliers de l'installation et sont à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles [...]
Constats : La précédente visite avait relevé une observation relative au positionnement des commandes des dispositifs de désenfumage. En 2025, l'exploitant a engagé des travaux de mise en conformité de l'installation en déplaçant les commandes à proximité des accès. Le plan d'évacuation et de localisation des risques a été mis à jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de lutte incendie – entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : I. L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. L'installation est notamment dotée : a) d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; b) d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
Constats : L'exploitant a transmis suite à la visite, par courriel du 6 novembre 2025, le rapport d'intervention du 5 février 2025 de l'organisme ayant réalisé les vérifications du bon fonctionnement des dispositifs de désenfumage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance des eaux souterraines - Conception du réseau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article 10.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Conception du réseau
Prescription contrôlée : La conception du réseau de forages sera réalisée sur la base d'une étude hydrogéologique du site. Il sera défini : le nombre de forages nécessaires (à minima deux forages sont implantés en aval et un en amont hydraulique du site) ; le lieu d'implantation des forages ; la profondeur du forage.
Constats : Le réseau de forage est composé de deux piézomètres, Pz1 (supposé en aval hydraulique) et Pz2 (situé dans la cour intérieure, supposé en amont hydraulique). Le rapport "Installation de piézomètres et surveillance de la nappe, n°CET0071150 du 3 février 2014, CETIM" précise que l'installation des deux piézomètres a été réalisée sur la base d'une étude hydrogéologique. La nappe serait orientée Sud-Nord. Ainsi, selon cette hypothèse de sens d'écoulement, le piézomètre Pz2 n'est pas en amont hydraulique des installations, puisqu'installé en aval immédiat de la ligne de Chromage. La présence de seulement deux piézomètres ne permet pas de surveiller avec précision le sens d'écoulement de la nappe. Suite à la dernière inspection du 19 novembre 2024, il était attendu que l'exploitant complète le réseau de surveillance afin de respecter la prescription de l'article 10.1.1 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2012 (à minima un piézomètre amont et un deuxième piézomètre aval). Il est rappelé lors de cette présente inspection que l'implantation de ces ouvrages doit être réalisée sur la base de l'étude hydrogéologique réactualisée. L'exploitant a indiqué avoir des difficultés à trouver des bureaux d'études pour la mise à jour de l'étude hydrogéologique existante. Néanmoins il a été en mesure de présenter un devis (du 29 septembre 2025) et a précisé être en attente d'un deuxième devis.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Non conformité :</u> Le nombre de piézomètres implantés est toujours non-conforme à la prescription imposée. Avant tout forage de nouveaux ouvrages de prélèvement, il est attendu, pour validation par le service de l'inspection, que l'exploitant transmette une étude d'implantation d'ouvrages additionnels sur la base d'une étude hydrogéologique réactualisée. L'exploitant justifiera avoir passé commande pour la mise à jour de l'étude hydrogéologique sous un délai de 3 mois. Un calendrier de mise en place des nouveaux piézomètres et de réalisation des premières analyses sera également proposé à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Surveillance des eaux souterraines - Analyses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article 101.4
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses
Prescription contrôlée : Les paramètres ci-dessous feront l'objet d'analyses à fréquence semestrielle, avec des analyses en période de hautes eaux et de basses eaux. Niveaux piézométriques pH, conductivité Hydrocarbures Totaux Composés Organo-Halogénés Volatils (COHV) Composés chimiques aromatiques suivants : Benzène, Toluène, Éthylbenzène, Xylènes (ortho , méta et para) (BTEX) Fer Cuivre Chrome total Chrome VI Cyanures Zinc Argent Nickel Etain Ils seront complétés par toutes les substances identifiées en quantité significative dans les sols. Les analyses seront effectuées selon les normes en vigueur.
Constats : L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines selon la fréquence imposée au niveau des 2 ouvrages présents sur le site. Les résultats d'analyses des deux années 2024 et 2025 ont été transmises à l'inspection par courriel du 6 novembre 2025. La lecture des rapports d'analyses de 2024 et 2025 ne semble pas mettre en évidence, d'une façon générale, un impact des installations sur les eaux souterraines. Les résultats obtenus en Cuivre, Nickel, Fer sont inférieurs aux valeurs fixées par l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine (Cu = 1 mg/L, Ni = 20 µg/l, Fe = 200 µg/l). Les résultats obtenus en Zn et Etain sont stables dans le temps (l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 ne définit pas de valeurs pour ces deux paramètres). Chrome total et Chrome VI L'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 fixe une valeur de 50 µg/l de Chrome total sur les eaux brutes et de 25 µg/l de Chrome total sur les eaux destinées à la consommation humaine. En cas de valeur

supérieure à 6 µg/ L, il est nécessaire de procéder à l'analyse du Chrome VI.

Le paramètre Chrome VI n'a pas été analysé conformément à la prescription.

Pour autant, les résultats obtenus en Chrome total étant inférieurs à 6 µg/L, il est possible pour l'exploitant de soumettre une demande au service de l'inspection pour le retrait de ce paramètre de la surveillance des eaux souterraines.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu sous un délai de deux mois un document de synthèse qui mette en évidence les résultats d'analyses obtenus pour chacune des campagnes d'analyses et pour chacun des paramètres analysés depuis 2020 (5 dernières années d'analyses).

A compter de 2026, dès que le cadre de surveillance sera créé, les résultats des analyses seront régulièrement saisis sur l'outil Gidaf.

Observation : L'exploitant peut solliciter un allègement de la surveillance de chacun des paramètres (dont le chrome VI) pour lesquels :

- il peut justifier qu'il n'est pas mis en œuvre sur le site,
- les résultats ont montré des concentrations mesurées inférieures aux limites de quantifications sur plusieurs années consécutives (une période d'observation étendue est attendue à titre d'argumentaire).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois